



Vœux communs du mouvement sportif et de la ministre des Sports

Discours de Denis Masseglia, président du CNOSF

Paris, le 24 janvier 2019

Bonsoir à toutes et à tous.

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue dans cette Maison du Sport français qui est notre maison à tous. C'est la première fois que la ministre des Sports et le président du CNOSF adressent ensemble leurs vœux au mouvement sportif et nous le faisons aussi avec la présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF). Avec cette cérémonie, nous avons souhaité incarner la devise que nous porterons en 2019 : « Mieux faire ensemble ».

Ce sera notre marque, notre repère commun au cours des mois à venir. Au-delà de la symbolique, nous allons en faire le fil conducteur d'une année 2019 dont nous savons déjà qu'elle sera une année charnière.

Après que 2018 ait été marquée par la conduite des travaux sur la gouvernance du sport mais aussi, il faut le reconnaître, par l'existence de questionnements légitimes et parfois de tensions sur son financement et ses ressources humaines, nous pouvons dire que nous abordons 2019 avec confiance et détermination.

Je veux dire combien le rôle joué par notre ministre, Roxana Maracineanu, et son cabinet est essentiel. Si Laura Flessel a été à l'initiative des travaux, Roxana Maracineanu a su, dès sa nomination, s'en emparer et leur donner le souffle nécessaire pour aboutir. Son engagement pour le financement de la future Agence nationale du Sport et pour rassurer l'encadrement technique d'État a été total et je veux l'en remercier sincèrement. Nous savons pouvoir compter sur elle pour promouvoir le modèle fédéral dont les missions sont indispensables pour l'éducation, la formation, le lien social, la santé, l'emploi, la performance et l'entretien d'une véritable culture sportive. C'est tout ce qui caractérise l'apport sociétal du mouvement sportif qu'il nous faut aussi mieux quantifier pour mieux le faire partager. C'est aujourd'hui

une priorité pour nous et ce sera l'objet d'une prochaine consultation que nous allons lancer sans tarder.

L'année 2019 qui s'ouvre doit permettre le formatage d'une nouvelle organisation du sport en France, une nouvelle organisation que nous appelions de nos vœux depuis longtemps, au centre de laquelle doivent figurer l'identité et le projet du mouvement sportif. Les enjeux sont immenses et nous savons bien qu'il faudra encore de la pédagogie et de la patience pour que l'adhésion se fasse, et ce, à tous les niveaux. Nous sommes convaincus que nous relèverons le challenge et que nous ferons mieux, ensemble.

La future Agence a désormais un président et un préfigurateur. J'adresse à Jean Castex et à Frédéric Sanaur toutes les félicitations et vœux de réussite du mouvement sportif. Ils ont toute notre confiance.

Quelle aventure collective quand on se reporte quelque temps en arrière : en un peu plus d'un an, l'obtention des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024, une nouvelle organisation du sport français avec en ligne de mire le rayonnement du sport français, de ses athlètes, de ses fédérations et de leurs clubs.

Réussir les Jeux de 2024 nécessite de réunir beaucoup de conditions mais la première d'entre elles est d'être unis, comme nous avons su l'être lors de la phase de candidature. Nous devons tous pousser ou tirer dans le même sens pour que Paris 2024 change la place du sport dans la société française et conduise notre pays à passer d'une nation de sportifs à une nation sportive.

Le challenge est hardi mais terriblement excitant. Le Comité d'organisation des Jeux Olympiques (COJO), présidé par Tony Estanguet, est pratiquement au complet pour ce qui est de la phase qui va le conduire jusqu'aux Jeux de Tokyo. Ce qui l'attend, ce qui nous attend collectivement, est tout simplement titanesque : réussir les Jeux, leur organisation, leur financement, leur célébration et bien sûr leur héritage pour les générations à venir.

Cet héritage nous concerne tous et ce d'autant plus que clubs, fédérations, CPSF et CNOSF en seront les acteurs principaux une fois éteints les lampions de la fête. Il nous appartient donc de le co-construire avec les autres acteurs et, pour cela, de nous engager pleinement avec eux.

Partager le même projet, la même ambition, la volonté aussi de s'inscrire dans le temps au-delà de l'horizon 2024 nécessite de l'écoute, du partage et, bien évidemment, l'envie de « mieux faire ensemble ».

Le CNOSF a souhaité s'inscrire résolument dans cette dynamique en s'organisant pour que, d'ici l'Assemblée générale du 28 mai prochain, l'ensemble du monde fédéral puisse s'appuyer sur un projet stratégique partagé qui permette à chaque acteur du mouvement sportif d'y trouver ses aspirations et ses moyens d'actions.

Je veux dire quelques mots des deux aspects essentiels de nos missions que sont le sport de haut niveau et le développement des pratiques.

Une analyse globale des résultats du sport français nous rend légitimement fiers. Record de médailles à Pyeongchang pour les Jeux d'hiver, tant en olympiques qu'en paralympiques, la France sur le toit du monde en football, le hand en exemple chez les femmes comme chez les hommes, un recordman du monde dans la discipline athlétique la plus complète... Autant de motifs de fierté pour notre Nation toute entière. En votre nom à tous, j'adresse toutes mes félicitations à nos athlètes et leur souhaite le meilleur pour l'année à venir. Ces résultats ne doivent pas nous faire perdre de vue que l'exigence est toujours une condition de la réussite. En la matière, je crois que nous devons redoubler d'exigence et que nous en avons les moyens ! Redoubler d'exigence pour nous inscrire davantage dans la régularité, voire la pérennité. Redoubler d'exigence pour permettre le partage de l'expérience, pour susciter davantage d'émulation.

Redoubler d'exigence pour promouvoir un sport propre, authentique et sincère et je tiens à saluer l'action de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) et plus généralement de l'Agence mondiale antidopage (AMA) pour qu'il en soit ainsi. Redoubler d'exigence, enfin, pour gagner ce qui fait la différence entre une place de finaliste et une médaille ou, mieux encore, pour passer de l'argent et du bronze à l'or.

C'est ce gain de performance qui sera au cœur de la cellule qui porte le même nom et qui aura pour mission d'accompagner, conseiller mais aussi évaluer les fédérations dans leur parcours d'excellence sportive. Pour le mouvement sportif, il ne s'agit pas de faire à la place de mais au contraire, là aussi, de « mieux faire ensemble ». Nous savons pouvoir faire confiance à celles et ceux qui ont été désignés pour cela : aux présidents de fédérations, aux directeurs techniques nationaux, à Claude Onesta et à leurs équipes, pour trouver le bon fonctionnement et les bons équilibres au bénéfice des athlètes. C'est parce que ces derniers doivent être les premiers concernés qu'ils doivent non seulement adhérer au projet final mais, mieux encore, le co-construire. Et c'est ce que la commission des athlètes de haut niveau du CNOSF (CAHN), doit s'attacher à faire.

Concernant le développement des pratiques, je crois pouvoir dire que nous sommes à un tournant. Le prochain Conseil d'administration du Centre national pour le développement du sport (CNDS) devra en transférer ses missions à l'Agence nationale du Sport. Je veux dire à Madame la ministre combien j'ai apprécié les propos qu'elle a tenus ici même, le 16

novembre dernier. Elle a dit notamment que le projet associatif devait être la référence pour tout financement public. Comment, en effet, faire cohabiter un objectif de moyen ou long terme exprimé par ce projet associatif avec des objectifs de politique publique dont on attend de la rentabilité à court terme ? C'est de cette difficulté qu'est née la volonté partagée que soit sanctuarisée une dotation pour le développement fédéral. C'est une vraie révolution à laquelle peu auraient songé il y a seulement un an.

C'est désormais à nous, acteurs du monde fédéral qu'il appartient de saisir cette opportunité unique. Cette responsabilisation est absolument indispensable. Elle nous appartient à tous : fédérations pour les ligues régionales, comités départementaux et clubs, CNOSF pour les comités régionaux, départementaux et territoriaux olympiques et sportifs (CROS, CDOS, CTOS). Nous n'avons le droit ni au doute, ni à l'échec. Je sais que certaines fédérations ne sont pas prêtes. Elles l'ont dit et nous les avons entendues. C'est le rôle du CNOSF de les accompagner dans cette évolution vers plus de responsabilité et nous le ferons, de concert et en accord avec le ministère des Sports. L'enquête que nous venons de mener auprès des fédérations nous permet d'être confiants car plus de la moitié d'entre elles sont prêtes à être responsabilisées sans tarder pour assurer un rôle de pilote, et c'est tant mieux. Quant aux autres, nous partageons avec la ministre des Sports la volonté de les épauler pour assurer leur réussite à moyen terme. Cela nécessitera une approche concertée, parfois individualisée mais, surtout, beaucoup de compréhension de la part des clubs et structures déconcentrées qui seront au cœur du projet de développement fédéral.

Parce qu'il est le fondement de notre action, le club doit être l'objet de toute notre attention. Il est aussi indissociable des notions d'éducation et de vivre ensemble mais ce que l'on appelle familièrement les « valeurs du sport » ne sauraient être effectivement valeureuses sans l'engagement total de milliers d'éducateurs bénévoles ou professionnels qui les enseignent dans leurs clubs en particulier aux jeunes qui y adhèrent. C'est pour cela que l'encadrement doit être une priorité. Des perspectives prometteuses sont entrevues pour la reconnaissance des diplômes fédéraux pour enseigner contre rémunération. C'est une vieille demande du mouvement sportif dans le but de structurer les associations et de créer des emplois. Je veux le dire très simplement : les clubs fédérés assurent dans beaucoup de territoires de la République des missions d'intérêt général absolument essentielles. C'est aussi pour cette raison qu'il nous semble nécessaire d'envisager ensemble de nouvelles formes de soutien aux emplois associatifs et pourquoi pas de les qualifier d'« emplois aidants » plutôt que d'« emplois aidés ». Notre ministre a assuré le maintien du soutien financier aux 5000 emplois CNDS créés ces dernières années. Nous savons aussi pouvoir compter sur son engagement pour convaincre ses collègues de la pertinence de ces réformes qui ne peuvent faire que des gagnants.

Valoriser le club fédéré est d'autant plus important qu'il existe dans notre pays un engouement incontestable des Français pour la pratique sportive et l'associativité. Année

après année, de plus en plus d'associations, y compris sportives, sont créées et nous devons tout faire pour qu'elles adhèrent plus facilement au système fédéral. Un groupe de travail a été missionné pour faire des propositions en ce sens. D'autres ont bien compris tout le bénéfice que l'on pouvait tirer des nouvelles pratiques en les associant aux nouvelles technologies. A nous aussi de les challenger sur ce terrain de l'innovation, au besoin en s'associant avec des acteurs ayant déjà investi dans ce domaine et prêts à le faire à nouveau à nos côtés.

Je veux dire quelques mots sur le projet de chaîne sportive. Les impératifs financiers imposés à France Télévisions ont eu raison de notre projet commun de consacrer une des chaînes du service public comme diffuseur sportif. France Télévisions, qui fait beaucoup par ailleurs pour le sport français, demeurera toutefois partenaire du CNOSF et de l'équipe de France Olympique jusqu'à décembre 2020, date de fin de notre contrat actuel. Ce partenariat évolue et nous permet donc une totale liberté pour mettre sur pied une chaîne sportive accessible au plus grand nombre et dénuée d'exclusivité. Nous avons lancé il y a un mois une consultation en ce sens, sous forme de dialogue compétitif et trois acteurs y ont répondu.

Le but est que toutes les images que le mouvement sportif peut produire soient à la disposition de tous les diffuseurs, acteurs de l'audiovisuel comme du digital. En misant sur le pluralisme plutôt que sur l'exclusivité, nous ne faisons que nous inscrire dans l'air du temps, celui de la chaîne olympique ou plus largement des medias sociaux. Je vous invite donc à participer largement, parce que vous êtes tous concernés, à la première séance de travail programmée dans le cadre de ce dialogue compétitif lundi 12 février en fin de journée. Il est important que nous construisions ensemble ce projet pour qu'il puisse être relayé au mieux sur le terrain. Je compte aussi sur les CROS, CDOS et CTOS pour assurer l'information et la promotion de ces nouveautés. Leur rôle est essentiel pour la cohérence d'ensemble et ils sont désormais tous en état de marche institutionnelle et fonctionnelle, après une longue période de réforme qui n'a pas été sans difficulté mais qu'ils ont, les uns et les autres, su appréhender avec succès. Ils doivent être un relais incontournable pour expliquer les enjeux de la nouvelle gouvernance conjugués à ceux des nouvelles pratiques.

En ces temps de grand débat national, je leur ai demandé aussi d'organiser des réunions afin de contribuer à la dynamique de concertation voulue par le Président de la République. Parce qu'il s'enorgueillit à juste titre de son action sociétale et citoyenne, le mouvement sportif se doit de participer activement non seulement à travers les grands thèmes mais aussi en évoquant les questions qui le préoccupent au quotidien. A un moment où les acteurs de terrain reviennent au centre du jeu, il est de notre devoir de participer, dans le respect de chacun, au grand débat national. En rassemblant l'ensemble des expressions issues des différents échanges, nous permettrons à la ministre de porter les messages du mouvement sportif.

Je voudrais terminer mon intervention par des remerciements :

A mes collègues élus du Bureau exécutif d'abord. Ils sont pleinement engagés à mes côtés pour la finalisation des actions menées et voulues par le CNOSF au service de ses membres et du mouvement sportif.

A ceux du Conseil d'administration, aux présidents des différentes commissions ou groupes de travail, et plus généralement à toutes celles et ceux qui y participent. Je sais que 2019 va être une année exigeante en termes de mobilisation, je sais que vous êtes prêts à l'accepter parce que, comme moi, vous êtes convaincus que nous allons mieux faire ensemble.

Mes remerciements les plus sincères et chaleureux au personnel du CNOSF. Je sais que certains d'entre vous sont passés par des phases difficiles, des phases de doutes. Même si tout n'est pas encore résolu, je crois néanmoins que les travaux et la réorganisation engagés depuis trois mois et assortis d'objectifs plus clairs ont été de nature à rassurer. Et je veux vous assurer de ma totale disponibilité pour poursuivre en ce sens.

Mes remerciements enfin à tous nos partenaires et ils sont nombreux à nous avoir accompagnés durant ces dernières années : FDJ, BPCE, MAIF, MDS, Toyota, Lacoste, MGEN, groupe VYV, Air France, France Télévisions, RMC, Decathlon, Club Méditerranée, Bouygues Ile-de-France. Sans eux, nous n'aurions pas pu mener les actions qui ont été les nôtres. Tous ne trouveront pas forcément de perspectives avec Paris 2024 mais tous nous ont fait part de leur envie de rester en soutien auprès des athlètes ou des fédérations. C'est pour le CNOSF une légitime fierté que de voir ses partenaires rester attachés à l'univers du sport et à ses valeurs.

J'en arrive maintenant à la conclusion de mon propos. Je vais vous faire une confidence. Mon parcours de dirigeant associatif m'a convaincu d'une chose : l'intérêt général n'est l'apanage d'aucune institution, il appartient simplement à celles et ceux qui le servent et qui l'aiment au quotidien. C'est cet intérêt général qui doit constituer notre unique boussole pendant cette année 2019. La nouvelle gouvernance qui va naître ne sera l'exclusivité d'aucun acteur mais bien au contraire le fruit d'une construction collective. Son but suprême doit être de faire du sport un bien commun qui rassemble.

C'est pour cela aussi que je suis confiant dans notre projet de gouvernance partagée et que je crois en nos capacités à vaincre les doutes qui subsistent encore chez certains. Nous sommes armés pour réussir cette transformation, nous avons les femmes, les hommes et les moyens pour cela et nous avons le plus beau des challenges avec Paris 2024.

Alors il n'appartient qu'à nous d'agir ensemble, forcément ensemble, parce qu'ensemble on fera forcément mieux. Merci de votre attention et très bonne année 2019 à toutes et à tous, et vive le sport.

Je vous invite maintenant à visionner une petite rétrospective des Jeux Olympiques de PyeongChang, puis j'aurais le plaisir de céder la parole à une grande championne, Marie-Amélie Le Fur, récemment élue à la tête du CPSF à la suite d'Emmanuelle Assmann, dont la présidence a été appréciée par tous et que je salue avec amitié et respect pour son excellence.